



Extrait du registre des délibérations
du comité syndical
Séance du 25 mars 2022
Délibération n° C2022-16
Gestion des infrastructures
de communication électronique

Nombre de délégués en exercice	: 69
Nombre de délégués présents	: 42
Nombre de pouvoirs	: 10
Nombre de votants	: 52

Le vingt-cinq mars deux mille vingt-deux, le comité du Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère, convoqué le dix-sept mars 2022, s'est réuni à Quimper, à la salle des conférences du SDEF, sous la présidence de M. Antoine COROLLEUR, Président du syndicat.

Etaient présents :

Secteur d'ABERS/IROISE : - François BIZIEN (Le Conquet), Antoine COROLLEUR (Plourin) reçu pouvoir de François HAMON, Gildas FOREST (Brélès) reçu pouvoir de Georges GOURVENEC, Joseph GALLIOU (Tréglonou), Roger TALARMAIN (Plouguin), Alexandre TREGUER (Landéda) - **Secteur du CAP SIZUN :** René SOUBEN (Mahalon) reçu pouvoir de Rémy LE COZ et de Patrick TANGUY - **Secteur du CENTRE :** Pierrot BELLEGUIC (Kergloff), Georges MORVAN (Scrignac), Denis SALAUN (Plonévez-du-Faou) - **Secteur de CROZON-CHATEAULIN :** Joël BLAIZE (Plomodiern), Xavier BOREL (Le Faou) reçu pouvoir de Philippe BRUN et de Alban LE ROUX, Jean-Michel LEZENVEN (Argol), Brigitte PAVEC (Pleyben) - **Secteur de LANDERNEAU-LESNEVEN :** Pierre-Victor CHARBONNET (Plounéour-Brignogan-Plages), Gérard LE MEUR (Pencran), André POSTEC (Logonna-Daoulas) reçu pouvoir de Michel JOURDEN, Jean-Yves QUERE (Ploudaniel) reçu pouvoir de Pascal KERBOUL - **Secteur de LANDIVISIAU/HAUT LEON :** - Jean-Pierre GILET (Mespaul), Marie-Claire HENAFF (Saint-Vougay) reçu pouvoir de Gérard DANIELOU, Jean JEZEQUEL (Plougourvest), Hervé JEZEQUEL (Saint-Pol-de-Léon), Daniel LE SAINT (Sizun), Francis MOINE (Lanhourneau) - **Secteur du PAYS BIGOUDEN :** Michel BUREL (Plovan), Stéphane LE DOARE (Pont-l'Abbé), Christian LOUSSOUARN (Combrit), Jean-Yves ROZEN (Plobannalec-Lesconil) - **Secteur de QUIMPER :** Laure CAMARO (Fouesnant), Alain DECOURCHELLE (Pluguffan), André LAUDEN (Plonéis), Didier LE ROY (Plogonnec) suppléant de Pascal LE GOFF, Jean L'HARIDON (Landudal) reçu pouvoir de Pascal MIOSSEC, René ROCUET (Saint-Evarzec) - **Secteur de QUIMPERLE/CONCARNEAU :** Jean-Louis BLOT (Nevez), Alain PELIZZA (Saint-Yvi), Jacques RANNOU (Rosporden), Michel TANGUY (Trégunc), Marie-José TOULLEC (Bannalec) - **Collège des EPCI :** - Denis MAO (Concarneau Comouaille Agglomération), Gilbert MIOSSEC (Communauté de Communes du Pays de Landivisiau), Jean-Louis BUANNIC, suppléant de Ronan CREDOU (communauté de commune du pays Bigouden sud)

Excusés : Georges GOURVENEC (Ploudalmézeau), Didier PLUVINAGE (Ploumoguier), Rémy LE COZ (Plouhinec), Patrick TANGUY (Le Juc'h), Michèle LALLOUET (Châteauneuf-du-Faou), Philippe BRUN (Crozon), Ludovic APPELGHEM (Landerneau), Christophe BELE (Kernouës), Nathalie BERNARD (Plougasnou), Gilles CREACH (Taule), François GIROTTO (Plouégat-Moysan), François HAMON (Saint-Martin-des-Champs), Alban LE ROUX (Carantec), Yvon POULIQUEN (Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner), Thomas FEREC (Briec), Yves FORMENTIN-MORY (Quimper), Hervé HERRY (Ergué-Gabéric), Pascal LE GOFF (Plogonnec), Pascal MIOSSEC (Langolen), Ronan CREDOU (Communauté de communes du Pays Bigouden Sud), Michel JOURDEN (Pays d'Iroise Communauté), Pascal KERBOUL (Communauté de Lesneven Côte des Légendes), Gérard DANIELOU (Haut Léon Communauté)

Assistaient en outre :

Services du SDEF : Jacques MONFORT, Emmanuel QUERE, Christian HENAFF, Morgane BOULIERE, Laurence LE Velly - **Trésor Public :** Régine HADO

Est élu secrétaire de séance : Pierrot BELLEGUIC

Gestion des infrastructures de communication électronique

Délibération N° C2022-16

Le Président rappelle que le SDEF réalise dans le cadre de ses enfouissements de réseaux électriques une coordination permettant d'enfouir les réseaux de communications électroniques. Lorsqu'il y a présence d'un câble « réseau » télécom sur un appui commun au réseau électrique, un enfouissement, dit en « option A » peut être réalisé. Dans ce cas, le SDEF et la commune co-financent les infrastructures et la propriété de celles-ci revient à la collectivité. L'Opérateur participe financièrement au terrassement et loue, ensuite, les fourreaux utilisés. La redevance annuelle, calculée au mètre linéaire occupé, est perçue par le SDEF qui assure la gestion des infrastructures. La majeure partie de la redevance est ensuite reversée à la collectivité concernée, après déduction de frais de gestion.

Dans le cadre d'enfouissements esthétiques, sans appuis communs, des opérations d'effacement des réseaux télécom sont également réalisées et les infrastructures sont bien souvent propriété des collectivités. D'autres infrastructures de communications électroniques sont également propriétés des collectivités : elles en ont, par exemple, déployé dans le cadre de nouvelles zones d'activités, dans des lotissements communaux, en anticipation des déploiements de fibre optique ou à l'occasion de travaux. Dans certains cas, ces infrastructures sont déjà utilisées, dans d'autres, elles sont pour l'instant inutilisées.

Les infrastructures propriétés des communes ou des EPCI, occupées par des opérateurs, ne font que rarement l'objet de conventions d'occupation. En dehors des infrastructures en option A ou qui ont fait l'objet d'opérations en coordination avec le SDEF, il existe peu de conventions fixant les modalités d'occupation. Les collectivités ne perçoivent donc pas de recettes.

Par ailleurs, dans le cadre des déploiements de fibres optiques engagés de manière massive dans la phase 2 du projet Bretagne Très Haut Débit mais aussi par les opérateurs dans les zones AMII (où les opérateurs ont des objectifs de déploiements), il y a un intérêt fort à pouvoir identifier les infrastructures disponibles pour favoriser leur utilisation par des déploiements souterrains. En l'absence de données précises et disponibles sur ces infrastructures, lors des déploiements en cours, ces infrastructures ne sont pas systématiquement utilisées.

Le SDEF dispose d'un système d'information géographique qui lui permet de suivre et d'assurer la gestion des infrastructures déployées dans le cadre des « option A ». Il dispose également des données relatives aux lotissements communaux quand il a accompagné la commune dans le déploiement de ses infrastructures. Ces derniers mois, il a également engagé un recensement des infrastructures optiques disponibles et, en premier lieu, celles déployées dans les zones d'activités.

Le patrimoine des collectivités représente donc un linéaire important.

Si les données relatives aux infrastructures déployées en coordination sont exhaustives, l'état des lieux est cependant incomplet car les données sont peu structurées et parfois mal documentées.

Vu l'avis favorable du Bureau réuni le 11 mars 2022,

Il est proposé au comité :

- de finaliser et consolider les données pour disposer d'un inventaire fiable,
- de proposer une gestion des infrastructures par le SDEF aux EPCI et communes qui le souhaitent et d'assurer pour leur compte, la gestion des infrastructures de communications électroniques ainsi que les réponses aux DT/DICT,

- de définir un tarif unique de redevance d'occupation à l'échelle départementale de 0,64 €/ml, actualisable. Le SDEF se chargera de percevoir la redevance auprès des opérateurs et de la reverser aux communes, déduction faite de 10% correspondant aux frais de gestion.
- de contrôler la redevance d'occupation du domaine public (RODP) :

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- d'approuver le positionnement du SDEF pour assurer, en lien avec les EPCI et les communes qui le souhaitent :
 - le recensement des infrastructures et installations passives de communication électronique propriété des collectivités locales afin de consolider l'inventaire pour favoriser sa valorisation et son utilisation, notamment dans le cadre des déploiements de fibre optique en cours,
 - d'assurer un accompagnement dans la gestion des infrastructures de communication électronique en assurant le suivi des opérateurs par le biais de conventions, et les réponses aux DT-DICT, comme il le fait déjà pour les opérations menées en coordination, et ainsi répondre, d'ores et déjà, favorablement aux sollicitations des communes de Porspoder et Plourin,
 - de réaliser le contrôle de la RODP,
- de fixer la redevance d'occupation du domaine public à 0,64 €/ml, actualisable. Le SDEF se chargera de percevoir la redevance auprès des opérateurs et de la reverser aux communes, déduction faite de 10% correspondant aux frais de gestion,
- d'approuver la convention tripartite pour la mise à disposition et la gestion du patrimoine des infrastructures passives de communications électroniques entre le SDEF, l'opérateur et la collectivité,
- d'approuver la convention financière de gestion des infrastructures passives de communications électroniques entre le SDEF et la collectivité,
- d'autoriser le président à signer ces dites conventions et tout avenant s'y rapportant.

Pour extrait conforme au registre

Le 23 mai 2022

Antoine COROLLEUR, Président du SDEF

